

4.1 CROISSANCE, MONNAIE ET PRIX

Les passages qui suivent sont extraits de J.Gouverneur, *MANUEL DE THÉORIE ÉCONOMIQUE MARXISTE*, Bruxelles, De Boeck, 1987, 332p. Le premier passage est **extrait du chapitre 7** et porte sur « **l'extension de la quantité de monnaie**» nécessaire pour faire face aux besoins de la croissance (p.206-209). Le deuxième passage reprend **l'intégralité du chapitre 9**, qui étudie précisément les rapports entre « **accumulation, monnaie et prix**» (p.231-256).

Signalons que les symboles utilisés p.208 sont identiques aux symboles utilisés dans *LES FONDEMENTS DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE* (2005) :

$C + V + S$ = valeur des moyens de production + valeur correspondante (égale à la « valeur des forces de travail ») + survaleur

$C + V + S$ = capital constant + capital variable + plus-value

L = nombre de travailleurs

M = nombre de moyens de production

pm = valeur par moyen de production

d = durée du travail

E = expression monétaire des valeurs (ou: équivalent monétaire des valeurs).

D'autre part, la note 23 de la page 249 fait allusion aux problèmes liés au calcul de E (avec renvoi au chapitre 10). L'examen des problèmes en question est repris au point 4.4 de notre rubrique « Compléments au manuel».



QUELQUES TENDANCES ESSENTIELLES DU DEVELOPPEMENT CAPITALISTE

5 L'EXTENSION DE LA PRODUCTION, DU MARCHE ET DE LA MONNAIE

5.3 L'extension de la quantité de monnaie

La reproduction élargie du capital implique une prolifération de transactions marchandes: achats accrus de moyens de production et forces de travail, ventes accrus de produits finis. Comme les transactions marchandes supposent l'utilisation de monnaie, il faut qu'à ce volume accru de transactions marchandes corresponde une quantité accrue de monnaie.

On considérera d'abord les facteurs qui déterminent la quantité de monnaie nécessaire aux transactions marchandes. On esquissera ensuite les transformations essentielles qui ont permis à la monnaie de s'adapter aux besoins des transactions.

5.3.1 La quantité de monnaie nécessaire aux transactions marchandes

Le principe de base en la matière peut être énoncé de la manière suivante: dans la mesure où la monnaie sert à échanger des marchandises, *la quantité de monnaie nécessaire dépend essentiellement de la somme des prix des marchandises échangées.*

Illustrons ce principe par un exemple simple. Supposons qu'au cours d'une période donnée (1 jour), 10 marchandises sont présentées à la vente et sont effectivement achetées au prix total de 1.000f: la quantité de monnaie nécessaire pour effectuer ces transactions est de 1.000f. Supposons maintenant que 20 marchandises sont offertes et achetées au prix total de 2.000f: la quantité de monnaie nécessaire est de 2.000f²³.

Or, la somme des prix des marchandises n'est autre que la somme des valeurs de ces marchandises exprimée en termes monétaires:

$$\text{somme des prix} = \text{somme des valeurs} \times E.$$

Les variations possibles de l'expression monétaire des valeurs (E) seront examinées au chap. 9. On y verra qu'en longue période, la tendance normale est celle de la hausse de E. Ceci contribue à augmenter la somme des prix, et donc la quantité de monnaie nécessaire.

Abstraction faite des variations de E, comment évolue la somme des valeurs des marchandises au fur et à mesure du développement du capitalisme? Cette valeur totale se décompose en valeur ancienne transférée (C) et valeur nouvelle créée (V + S). Or la reproduction élargie du capital fait croître aussi bien l'une que l'autre. Comme on l'a vu, elle implique d'abord une extension du travail salarié affecté à la production de marchandises, et donc une augmentation de la valeur nouvelle créée²⁴. Elle s'accompagne en outre d'une mécanisation accrue, ce qui augmente le nombre de moyens de production mis en œuvre par salarié et tend à augmenter le rapport C/(V + S): il en résulte que la masse de valeur ancienne transférée doit

23 Sans mettre en cause le principe de base énoncé, il convient d'explicitier divers éléments qui sont implicites dans l'exemple présenté (et qui devraient être intégrés dans une construction théorique plus précise). L'exemple repose en effet sur plusieurs hypothèses simplificatrices:

- Il suppose que les besoins de monnaie résultent uniquement de transactions portant sur des *marchandises*. En fait, la monnaie est également nécessaire pour d'autres transactions, par exemple celles qui portent sur des titres (actions, obligations ...) ou des ressources naturelles.

- Il suppose que les besoins de monnaie résultent uniquement de transactions *présentes*. En fait, la monnaie est également nécessaire pour solder des transactions *antérieures* effectuées à crédit et dont le terme vient à échéance.

- Il suppose qu'une même somme de monnaie ne sert qu'à une seule transaction par jour (la « *vitesse de circulation* » de la monnaie = 1 transaction par jour). En fait, si une même somme de monnaie peut servir à *plusieurs* transactions, la quantité totale de monnaie nécessaire aux transactions diminue d'autant.

- Il suppose qu'il n'y a *pas de compensation* dans les paiements à effectuer. En fait, si de telles compensations sont possibles, seuls les *soldes* non compensés doivent être payés en monnaie, et la quantité totale de monnaie nécessaire diminue d'autant.

24 Plus précisément, la valeur nouvelle créée dépend du nombre de travailleurs productifs (L) et de la durée moyenne de leur travail (d); on peut écrire: $V + S = Ld$. Si la durée moyenne du travail (d) reste constante, (V + S) croît dans la même proportion que le nombre de travailleurs (L). Si la durée du travail varie, (V + S) croît plus ou moins vite que L.

normalement augmenter, et qu'elle peut même augmenter encore plus que la masse de valeur nouvelle créée²⁵.

Le tableau 7.6 synthétise les facteurs essentiels qui déterminent la quantité de monnaie nécessaire aux transactions marchandes. Puisque L , C et E tendent tous les trois à augmenter en longue période, la somme des prix des marchandises augmente nécessairement, et donc la quantité de monnaie nécessaire²⁶.

Tableau 7.6 Facteurs essentiels déterminant la quantité de monnaie nécessaire aux transactions marchandes.

Travail présent producteur de marchandises = $Ld = (V + S)$ + Travail passé consommé dans la production des marchandises = C	} Somme des valeurs des marchandises (en heures) (= $C + V + S$)	} Somme des prix des marchandises (en francs) (= $C + V + S$)	} Quantité de monnaie nécessaire (en francs)
Expression monétaire des valeurs (= E)			

25 Utilisant les symboles introduits au chap. 3, on peut écrire: $C = L \cdot \frac{C}{L} = L \left(\frac{M}{L} \cdot pm \right)$

Il apparaît que C augmente pourvu que la baisse de pm (due aux accroissements de productivité dans les branches produisant les moyens de production) ne compense pas la hausse des deux variables L et M/L ; et C augmente plus que L (ou plus que $V + S$ pour une durée donnée du travail) si C/L augmente, c'est-à-dire si la baisse de pm ne compense pas la hausse de M/L .

26. Deux observations importantes doivent être faites pour préciser la portée de l'argument qui précède:

a) La somme des prix des marchandises ne doit pas être confondue avec le niveau général des prix (ou prix unitaire moyen des marchandises): algébriquement, la somme des prix est égale à la quantité de marchandises échangées multipliée par le niveau général des prix. Les évolutions du niveau général des prix (en longue période et en courte période) seront examinées au chap. 9.

b) L'argument qui précède laisse dans l'ombre plusieurs questions importantes, qui seront également examinées au chap. 9. Il ignore en effet:

- l'existence de productions non marchandes: on suppose ici que tous les travailleurs sont affectés à la production de marchandises;

- l'existence éventuelle de « pertes de valeur » dans la production de marchandises: on suppose ici (a) que toutes les marchandises produites sont vendues (tout le travail présent est donc créateur de valeur) et (b) que le travail passé ou la valeur des moyens de production se transfère normalement aux produits finis (pas de pertes dues à l'obsolescence des machines);

- l'existence éventuelle d'un excès de monnaie: on suppose ici que la quantité de monnaie s'adapte parfaitement aux besoins nés des transactions marchandes.

5.3.2 *L'adaptation de la monnaie aux besoins des transactions*

Face à l'augmentation continue de la valeur totale et du prix total des marchandises, la croissance adéquate de la masse monétaire a été facilitée par la dématérialisation progressive de la monnaie: la *monnaie métallique*, trouvant sa source dans la production de métal, a été peu à peu supplantée par la *monnaie de crédit*, trouvant sa source dans l'activité bancaire.

A l'aube du capitalisme, la forme dominante de monnaie était la monnaie métallique: la quantité de monnaie disponible était de ce fait liée aux aléas de la production de métal, et elle était limitée de façon stricte par l'importance des gisements exploitables.

Avec le développement du capitalisme, la monnaie métallique a progressivement perdu son importance face à l'extension d'une « monnaie de crédit ». Le propre de cette monnaie nouvelle (qui prend la forme de billets puis de comptes bancaires), c'est qu'elle est créée par les banques à l'occasion de crédits consentis aux agents économiques. Elle est créée, en particulier, en faveur des industriels qui cherchent à étendre leurs affaires. Les banques créent en leur faveur des moyens monétaires (billets ou avances en comptes) qui permettent aux industriels d'acheter les moyens de production et forces de travail nécessaires au développement de la production. Dans la mesure où les productions nouvelles trouvent acquéreurs, la somme des valeurs augmente. Et cette *augmentation de la somme des valeurs* est accompagnée (et même précédée) d'une *augmentation de la quantité de monnaie* (sous la forme de monnaie de crédit).

Le chap. 9 analysera de plus près l'évolution des types de monnaie et les problèmes spécifiques liés à la monnaie de crédit. Les quelques indications fournies ici suffisent pour suggérer comment le développement de la monnaie de crédit a facilité l'adaptation de la quantité de monnaie aux besoins de la reproduction élargie du capital et des transactions marchandes.

ACCUMULATION, MONNAIE ET PRIX

Le chapitre précédent a distingué deux étapes dans la reproduction élargie du capital (l'étape de l'accumulation « classique » et celle de l'accumulation « contemporaine ») et a présenté une analyse des modalités de la croissance propres à chacune d'elles. Cette analyse a laissé dans l'ombre tous les problèmes relatifs à l'évolution de la monnaie et des prix. L'objet du chap. 9 est précisément d'aborder l'étude de ces problèmes, en reprenant la distinction établie entre les deux régimes d'accumulation.

La section 1 s'intéresse à la *monnaie*. Elle met en relief la double transformation que celle-ci a subie avec le développement du capitalisme: d'une part, dans l'étape de l'accumulation « classique », augmentation progressive de l'importance de la *monnaie de crédit* par rapport à la monnaie métallique; d'autre part, avec le passage à l'étape de l'accumulation « contemporaine », remplacement définitif de la monnaie de crédit convertible par une monnaie de crédit *inconvertible* (cours forcé).

La section 2 étudie les « excès de monnaie », c'est-à-dire les excès possibles dans la croissance de la monnaie de crédit comparée à la croissance de la valeur totale. Elle montre que ces déséquilibres ont deux sources bien distinctes: l'une est inhérente au fonctionnement du capitalisme (les « pertes de valeur » dans les productions marchandes), l'autre lui est contingente (les déficits budgétaires de l'Etat). Elle montre aussi que la réaction du système bancaire face à ces déséquilibres varie selon les caractères de la monnaie: si la monnaie de crédit est *convertible*, le système bancaire contribuera à éliminer l'excès en réduisant la création de monnaie; si la monnaie de crédit est *inconvertible*, il pourra au contraire poursuivre la création de monnaie sans croissance parallèle de la valeur totale.

La section 3 aborde le problème de l'évolution des prix dans les deux étapes distinguées (avant et après la deuxième guerre mondiale). S'appuyant sur les développements des deux sections antérieures, elle cherche à expliquer les contrastes manifestes que présentent ces deux étapes: *alternance de hausses et de baisses* de prix avant la deuxième guerre mondiale (aussi bien en longue période qu'en courte période), *hausse continue* depuis lors, accélérée avec la crise structurelle de l'accumulation contemporaine.

1 L'EVOLUTION DES TYPES ET DES FORMES DE MONNAIE

1.1 Avant la deuxième guerre mondiale: une monnaie métallique et une monnaie de crédit convertible

1.1.1 La monnaie métallique

a) Son évolution

La monnaie existe dès qu'il y a échange de marchandises: elle a donc une existence plusieurs fois millénaire. Elle a été constituée à l'origine par des biens matériels divers, mais les *métaux précieux* (argent et or spécialement) se sont imposés au fil des siècles en raison de leurs qualités intrinsèques (solidité, homogénéité, divisibilité).

La monnaie métallique se présente tout d'abord sous l'aspect de lingots sans poids ni formes déterminés: ces lingots devaient être pesés et vérifiés sommairement quant au contenu métallique effectif. Elle se présente ensuite sous la forme de pièces portant la marque officielle du personnage (changeur, marchand...) qui « battait monnaie »: cette marque attestait le poids et la pureté du métal contenu dans la pièce. A partir de ce moment, la monnaie put être *comptée* au lieu d'être pesée.

Le pouvoir politique s'est rapidement réservé le monopole du monnayage: un « hôtel des monnaies » reçoit le métal des particuliers et leur rend des pièces authentifiées et portant un nom. En même temps, le pouvoir politique donne « cours légal » à ses pièces: tout le monde est légalement obligé de les accepter comme moyen de paiement (alors qu'auparavant l'acceptation des pièces émises par tel ou tel personnage reposait uniquement sur la confiance et non sur une contrainte légale).

b) La définition (du contenu métallique) de l'unité monétaire

Nous savons depuis le chap. 1 que la valeur des marchandises est exprimée par un certain prix, c'est-à-dire par une certaine quantité de monnaie. Dans le cas d'une

monnaie métallique, comment obtient-on, à partir d'une forme de prix exprimée par une certaine quantité de *métal* (l'*or* par exemple), une autre forme de prix exprimée par une certaine quantité d'*unités monétaires* (*francs* par exemple)?

Sans chercher les faits historiques, expliquons brièvement, par voie d'un exemple purement hypothétique, la transition d'une forme de prix à une autre.

L'autorité qui bat monnaie choisit en pratique un certain poids d'or comme *étalon* ou *unité de mesure* (par exemple un poids de 20 g d'or), donne un *nom* à cette unité de mesure (par exemple le « franc »), et inscrit sur les lingots ou pièces qu'elle forge le nombre d'unités de mesure (exprimé en francs) que contiennent ces lingots ou pièces: ainsi une pièce de 20 g d'or portera l'inscription « 1 franc », une autre de 100 g d'or s'appellera « 5 francs » et ainsi de suite ¹.

Comme on le voit, l'étalonnage opéré pour exprimer et mesurer les valeurs est analogue à l'étalonnage opéré pour exprimer et mesurer les longueurs. S'agissant d'exprimer et de mesurer la longueur des objets, l'autorité compétente choisit une « quantité » déterminée de longueur comme unité de mesure, et donne à cette unité un nom déterminé, par exemple, le « mètre »: grâce à ce double choix (de l'unité de mesure et de son nom), toutes les longueurs peuvent être exprimées en mètres. S'agissant d'exprimer et de mesurer les valeurs, l'autorité monétaire choisit une quantité d'or comme unité de mesure (par exemple 20 grammes d'or), et donne à cette unité un nom déterminé, par exemple, le « franc »: grâce à ce double choix, toutes les valeurs peuvent être exprimées en francs. Dans les deux cas, l'unité de mesure et son appellation sont choisies de manière purement conventionnelle (arbitraire); mais en même temps, elles doivent avoir un caractère universel (au moins à l'intérieur d'une certaine zone): il faut donc qu'elles soient déterminées par la loi ².

En choisissant l'étalon monétaire (c'est-à-dire le poids de monnaie servant comme unité de mesure) ainsi que son appellation, l'autorité monétaire choisit une certaine *définition du contenu métallique de l'unité monétaire*, ou encore (en termes plus brefs mais plus imprécis), une certaine « définition de la monnaie ». Celle-ci peut être vue comme le poids d'or officiellement contenu dans l'unité monétaire

1 A l'origine, l'appellation monétaire donnée au métal était la même que l'appellation utilisée pour mesurer le poids des objets: le lingot métallique baptisé « livre » par l'autorité monétaire pesait une livre (poids).

2 L'analogie entre la mesure des longueurs et celle des valeurs n'est cependant pas complète. Alors que l'étalon des longueurs est invariable dans le temps (un mètre mesure toujours un mètre), l'*étalon des valeurs* est au contraire un *étalon variable dans le temps* (la quantité d'or choisie comme unité de mesure a une valeur qui diminue au fur et à mesure qu'augmente la productivité dans la production d'or: plus élevée est cette productivité, moindre est le nombre d'heures nécessaires pour produire une quantité d'or donnée). D'autre part, le caractère « universel » de l'unité de mesure et de son appellation est extrêmement relatif en ce qui concerne la monnaie: à l'émission politique du moyen-âge correspond un émission des monnaies; aux divers pouvoirs politiques nationaux du 19^{ème} siècle correspondent diverses monnaies nationales.

exprimée en francs (dans l'exemple, 1f = 20 g d'or, soit 20 g d'or par franc) ou, inversement, comme le nombre de francs que représente officiellement une unité d'or exprimée en poids (dans l'exemple, 1 g d'or = 0,05f, soit 5 centimes par gramme d'or)³.

1.1.2 La monnaie de crédit convertible

a) Le billet de banque

1. La nature du billet de banque

Le 17^{ème} siècle a vu la naissance d'une deuxième forme de monnaie, le billet de banque, dont l'usage s'est superposé à celui de la monnaie métallique. Ce billet est une reconnaissance de dette émise par une banque et échangeable à tout moment contre de la monnaie métallique: le porteur d'un billet peut toujours se présenter à la banque qui l'a émis et se faire rembourser immédiatement en monnaie métallique la somme inscrite sur le billet; en d'autres termes, le billet est parfaitement « convertible » (en métal).

L'émission par les banques de tels billets résulte de deux types d'opérations bien distinctes:

- Ils peuvent être émis en échange d'un *dépôt* de monnaie métallique effectué par des particuliers. Appelons ces billets des billets-récépissés.
- Ils peuvent également être émis pour répondre à des demandes de *crédit* de la part des clients des banques. Plutôt que de prêter de la monnaie métallique, les banques prêtent des billets échangeables contre du métal (apporté par les déposants ou appartenant en propre à la banque). Appelons ces billets des billets de crédit.

Dans la mesure où le public se fie à la promesse de conversion en métal inscrite sur les billets, ceux-ci peuvent jouer la même rôle que la monnaie métallique: ils peuvent notamment être utilisés comme moyens de paiement (intermédiaires dans les échanges) et circuler au même titre que des pièces de métal (sur lesquels ils ont d'ailleurs des avantages pratiques évidents: moindre poids, facilité de transport...).

Et dans la mesure où les billets jouent effectivement ce rôle d'intermédiaire des échanges, leur conversion en métal n'est pas systématiquement demandée. Ceci permet aux banques d'émettre, à l'occasion de demandes de crédit, des billets non couverts par du métal. Le degré d'acceptation habituel des billets par le public dicte

³ L'autorité monétaire, qui définit le contenu métallique de l'unité monétaire (dans cet exemple, 1f = 20 g d'or), peut procéder à une dévaluation de la monnaie, c'est-à-dire à une réduction de droit du contenu métallique définissant l'unité monétaire (par exemple, 1f = 10 g d'or). (L'opération inverse, plus rare en pratique, constitue une réévaluation).

aux banques, par voie d'expérience, la proportion normale à respecter entre le montant des billets émis et le montant de la monnaie métallique détenue. Quelle que soit cette proportion, les billets non couverts par du métal constituent une monnaie *additionnelle* et d'une autre nature: ils viennent s'ajouter à la monnaie métallique existante, ils constituent une monnaie de crédit spécifique ⁴.

2. De la multiplicité à l'unification des billets de banque

À l'intérieur de chacun des pays capitalistes, on peut distinguer deux étapes dans l'histoire du billet de banque.

La première étape est celle de la *multiplicité* des billets de banque. Chaque banque émet ses propres billets, ses propres engagements de payer en monnaie métallique. Dans chaque pays, la masse monétaire comprend donc (outre la monnaie métallique ayant cours légal) une masse de billets privés divers provenant de banques différentes, mais dont la caractéristique commune est d'être tous convertibles en monnaie métallique (ce qui permet la circulation de ces billets entre clients de banques différentes).

La deuxième étape est celle de l'*unification* des billets de banque, à la suite de l'intervention des pouvoirs publics. Ceux-ci ont le plus souvent donné le monopole de l'émission à une banque promue au rang de *banque centrale*; et ils ont donné *cours légal* à ces billets: désormais tout le monde est obligé d'accepter les billets de la banque centrale comme moyen de paiement indiscutable, au même titre que la monnaie métallique.

Le monopole de la banque centrale n'exclut nullement que les banques poursuivent leurs opérations antérieures: elles continuent à recevoir en dépôt de la monnaie métallique et à octroyer des crédits. Mais les billets qu'elles émettent à cette occasion sont désormais des billets de la banque centrale, qu'elles doivent se procurer auprès de cette dernière. La banque centrale leur fournit ses billets à l'occasion des deux types d'opérations classiques: soit que les banques *déposent* leur monnaie métallique à la banque centrale, soit qu'elles obtiennent de cette dernière du *crédit* ⁵. La situation peut donc être résumée de la manière suivante:

4 Précisons que la création de monnaie additionnelle implique une opération de crédit, mais que toute opération de crédit n'implique pas nécessairement la création de monnaie.

a) La création de monnaie additionnelle implique un crédit. En effet, tant que les banques se limitent à émettre des billets-récépissés, ceux-ci sont nécessairement couverts par le métal reçu en dépôt.

b) Toute opération de crédit n'implique pas nécessairement création de monnaie. En effet, les banques peuvent offrir en crédit de la monnaie métallique déposée par les particuliers: elles se limitent dans ce cas à un rôle d'*intermédiaire financier* (qui ne prête que la monnaie rassemblée).

5. Dans la mesure où la banque centrale octroie du crédit aux organismes de crédit (aux banques), elle agit comme « prêteur en dernier ressort ».

d'une part, les seuls billets en circulation sont des billets de la banque centrale (alors qu'auparavant circulaient des billets divers émis par chacune des banques particulières); mais d'autre part, les diverses banques gardent le pouvoir de faire crédit et d'injecter à cette occasion de la monnaie additionnelle sous la forme de billets de la banque centrale.

Par ailleurs, le cours légal des billets n'exclut nullement leur convertibilité. Le cours légal signifie que les billets sont reconnus par la loi comme moyens valables de paiement: nul vendeur ou créancier ne peut obliger son acheteur ou débiteur à payer en monnaie métallique plutôt qu'en billets. Mais ces billets restent convertibles en monnaie métallique: tout possesseur de billets a le droit de les échanger contre monnaie métallique à la banque centrale. Aussi la banque centrale doit-elle veiller à respecter une proportion raisonnable (variable selon le degré d'acceptation des billets par le public) entre la masse des billets en circulation et le stock de monnaie métallique détenue⁶.

b) La monnaie scripturale

A côté du billet de banque s'est développée une autre forme de monnaie de crédit: la monnaie scripturale, créée par les différentes banques. Cette nouvelle forme de monnaie s'est surtout étendue au 20^{ème} siècle et deviendra la forme dominante de monnaie après la deuxième guerre mondiale.

Comme le billet de banque, la monnaie scripturale est une reconnaissance de dette émise par une banque. Ici, la reconnaissance de dette prend la forme de sommes inscrites par les banques dans des comptes ouverts au nom de leurs clients; les titulaires des comptes peuvent toujours obtenir de leur banque la transformation, en billets de la banque centrale, des sommes inscrites en comptes. Alors que les billets circulent de main en main (comme les pièces métalliques jadis), la monnaie scripturale peut circuler d'un compte à l'autre et d'une banque à l'autre par un simple jeu d'écritures: les instructions relatives à ces transferts de monnaie sont données aux banques au moyen de chèques ou d'ordres de virement.

Comme pour les billets de banque, la monnaie scripturale peut avoir une double origine:

- Elle peut résulter de *dépôts* (en billets) effectués par les clients des banques; ces dépôts sont constatés par des écritures passées au compte des déposants.
- Elle peut résulter de *crédits* octroyés par les banques à leurs clients. Plutôt que de prêter des billets, les banques ouvrent un crédit d'un montant donné au compte de leurs clients: ceux-ci sont autorisés à tirer des chèques ou à faire des virements à concurrence du montant du crédit.

⁶ Par exemple: veiller à ce que le rapport billets/métal ne dépasse pas le rapport 3/1.

Dans la mesure où les sommes inscrites en comptes peuvent être librement converties en billets, la monnaie scripturale peut jouer le même rôle que les billets: elle peut notamment être utilisée comme moyen de paiement (intermédiaire dans les échanges) et circuler au même titre que des billets (sur lesquels elle présente d'ailleurs des avantages pratiques évidents: rapidité des règlements, pas de risque de perte ou de vol).

Et dans la mesure où le public accepte effectivement l'usage de la monnaie scripturale (dans la mesure où il ne demande pas sa transformation en billets), les banques peuvent, à l'occasion d'emprunts, ouvrir des crédits en compte pour un montant supérieur aux billets qu'elles détiennent. Ici aussi, le degré d'acceptation habituel de la monnaie scripturale par le public dicte aux banques, par voie d'expérience, la proportion normale à respecter entre le montant des crédits en comptes et le montant des billets détenus⁷. Quelle que soit cette proportion, la monnaie scripturale non couverte par des billets constitue une monnaie *additionnelle* créée par les banques (hors du contrôle direct de la banque centrale)⁸.

Billets de banque et monnaie scripturale constituent donc deux formes différentes d'un même type de monnaie, la monnaie de crédit. Quelle que soit sa forme, cette monnaie est *créée* par les banques à l'occasion d'opérations de crédit. Et la monnaie ainsi créée est *détruite*, cesse d'exister comme monnaie, lorsque le crédit est remboursé (lorsque le client restitue à la banque les billets empruntés ou lorsqu'il rembourse les avances en compte). Si la masse totale de monnaie de crédit ne cesse de croître, c'est que de nouveaux crédits sont constamment consentis, avant le remboursement des crédits déjà octroyés.

1.2 Après la deuxième guerre mondiale: une monnaie de crédit inconvertible

Les pages qui précèdent ont présenté avec quelque détail la monnaie métallique ainsi que les deux formes de monnaie de crédit qui l'ont concurrencée (billets de banque et monnaie scripturale). En se limitant à l'essentiel, on peut résumer en deux points l'évolution monétaire antérieure à la seconde guerre mondiale (étape de l'accumulation « classique »). D'une part, la monnaie métallique, tout en

⁷ Par exemple: veiller à ce que le rapport monnaie scripturale/billets ne dépasse pas le rapport 10/1.

⁸ Précisons comme ci-dessus que, si la création d'une monnaie additionnelle implique une opération de crédit, toute opération de crédit n'implique pas nécessairement la création de monnaie: les banques peuvent offrir en crédit des billets déposés par les particuliers, se limitant alors à un rôle d'*intermédiation financière*.

continuant à être utilisée effectivement dans les transactions marchandes, se voit progressivement supplantée par le développement de la *monnaie de crédit* (spécialement sous la forme de billets): dans la quantité totale de monnaie en circulation, la part de la monnaie métallique se réduit peu à peu. D'autre part, cette monnaie de crédit en expansion reste *convertible* en monnaie métallique.

Il reste à signaler par comparaison les changements majeurs intervenus en matière monétaire après la deuxième guerre mondiale (étape de l'accumulation « contemporaine »).

D'une part, la monnaie métallique cesse pratiquement d'être utilisée dans les transactions internes de chaque pays. L'or joue encore éventuellement un rôle comme moyen de paiement au niveau international, mais il n'est plus utilisé pour le règlement des transactions internes. A ce niveau, la monnaie métallique est entièrement supplantée par la monnaie de crédit (laquelle se développe davantage sous la forme de monnaie scripturale que sous celle de billets de banque).

D'autre part, la monnaie de crédit cesse pour de bon d'être convertible en monnaie métallique: l'étape de l'accumulation contemporaine est aussi celle du *cours forcé* de la monnaie. Sans doute l'étape antérieure a-t-elle connu également certaines périodes de cours forcé (spécialement en périodes de troubles politiques et de guerres), mais il ne s'agissait là que d'exceptions temporaires au principe bien établi de la convertibilité. Après la deuxième guerre mondiale, au contraire, le principe qui n'a cessé de prévaloir est celui de l'inconvertibilité de la monnaie de crédit: la monnaie scripturale peut certes être transformée en billets, mais il n'est plus question de transformer des billets de banque en monnaie métallique⁹. Aussi la banque centrale n'est-elle plus soumise comme jadis à la contrainte de la convertibilité, qui lui imposait de maintenir une proportion raisonnable entre la monnaie de crédit en circulation et l'encaisse métallique détenue¹⁰.

Le passage de la convertibilité au cours forcé aura des conséquences importantes dans deux domaines au moins: il affectera la manière de *résorber un excès de création monétaire*; il affectera aussi les principes gouvernant l'*évolution du niveau général des prix*. C'est ce qui ressortira de la suite de l'exposé.

2 LES DECALAGES POSSIBLES ENTRE LA QUANTITE DE MONNAIE ET LA QUANTITE DE VALEUR

On a vu à la fin du chap. 7 que la quantité de monnaie nécessaire aux transactions marchandes dépend de la somme des prix des marchandises à échanger

9 En tant que monnaie *internationale*, les dollars USA détenus par les pays étrangers sont restés convertibles en or jusqu'en 1971. Mais en tant que monnaie *nationale* des U.S.A, les dollars détenus par les citoyens américains avaient cessé d'être convertibles, comme les autres monnaies nationales, depuis la deuxième guerre mondiale.

10 Si la banque centrale a toujours pour rôle officiel de contrôler la création de monnaie, les limites imposées à cette création dépendront d'une discipline interne ou de contraintes *autres* que l'exigence de convertibilité.

et donc, pour une grandeur donnée de E, de la valeur totale des marchandises (valeur passée + valeur nouvelle).

On a vu également que la monnaie de crédit permet en principe une adaptation souple entre la quantité de monnaie et la valeur totale des marchandises: en octroyant du crédit aux capitalistes qui cherchent à étendre leurs affaires (et donc à développer la valeur totale mise en œuvre), les banques développent parallèlement la quantité totale de monnaie mise en circulation.

Ce principe soulève cependant deux questions:

- Que se passe-t-il si de la monnaie de crédit est ainsi émise par les banques en vue de financer des productions marchandes devant normalement susciter un accroissement parallèle de valeur, mais si *l'accroissement de valeur escompté ne peut se réaliser pleinement*? C'est typiquement le cas lorsque les productions financées par le crédit ne trouvent pas acquéreur; c'est aussi le cas, nous le verrons, lorsque le progrès technique rend obsolètes les équipements utilisés.
- Que se passe-t-il si de la monnaie de crédit est émise par les banques en vue de financer des activités non marchandes, et donc *non productrices de valeur*? C'est typiquement le cas des activités improductives de l'Etat, lorsqu'elles sont financées par le crédit plutôt que par l'impôt.

Dans la première comme dans la deuxième situation, on a affaire à un excès de création monétaire, à un décalage entre la quantité de monnaie créée et la quantité de valeur mise en œuvre. Nous verrons que la solution à ce décalage diffère selon que la monnaie de crédit émise est convertible ou inconvertible. Mais il convient de souligner tout d'abord que les deux situations envisagées n'ont pas la même portée pour l'analyse du capitalisme: la première est inhérente au fonctionnement même du capitalisme (on ne peut imaginer la reproduction élargie du capital sans le recours au crédit ni sans les risques de mévente et d'obsolescence), alors que la seconde est relativement contingente (la reproduction élargie du capital n'implique nullement que les dépenses de l'Etat soient financées par le crédit). Aussi développera-t-on prioritairement l'analyse des problèmes liés à la première situation.

2.1 Monnaie de crédit et « pertes de valeur » dans les productions marchandes

Considérons un capitaliste industriel « moyen », censé être représentatif de l'ensemble de la classe des capitalistes producteurs de marchandises, qui emprunte de l'argent auprès du système bancaire en vue d'étendre sa production.

Supposons par exemple que ce capitaliste emprunte 500.000f sous forme de billets auprès d'une banque (qui elle-même obtient ces billets par emprunt auprès

de la banque centrale dans l'hypothèse d'une unification du système bancaire). Notre capitaliste utilise cet argent pour acheter une machine dont la valeur est de 500.000h (et le prix de 500.000f). Cette machine a une durée de vie normale égale à 5 ans, et elle doit permettre une production annuelle de 2.000 unités d'une marchandise A: la valeur ancienne normalement transmise est donc de 50 h par unité de A¹¹. Si l'on suppose que la valeur nouvelle par unité est de 10 h, la valeur unitaire (passée + présente) est de 50h + 10h = 60h. Si ces chiffres correspondent aux conditions moyennes de production, le prix unitaire de A est de 50f + 10f = 60f¹².

2.1.1 L'hypothèse d'une valorisation parfaite

Supposons que notre *capitaliste industriel* réussisse parfaitement dans ses projets: la machine acquise grâce à l'emprunt reste effectivement en fonctionnement pendant 5 ans (elle n'est pas rendue obsolète avant terme par la concurrence d'équipements plus perfectionnés), et les marchandises produites pendant ces 5 ans sont intégralement vendues au prix de 60f. Quelles sont les conséquences, du point de vue de la valeur et du revenu, de cette double réussite de l'initiative privée du capitaliste?

La *vente* des marchandises manifeste (après coup) que l'initiative de production a été judicieuse du point de vue de la société. Cette vente a un double impact en ce qui concerne la valeur et le revenu. D'une part, la force de travail a été employée utilement: le travail dépensé dans la production a créé de la valeur, le capital variable dépensé est récupéré (augmenté de profit). D'autre part, les moyens de production ont été employés utilement eux aussi: sauf obsolescence, leur valeur est transférée aux marchandises produites, le capital constant dépensé pour les acquérir est récupéré.

L'*absence d'obsolescence* manifeste (après coup) que le choix de l'équipement a été lui aussi judicieux du point de vue de la société. Cette situation favorable permet au capitaliste qui vend ses marchandises de transférer *intégralement* la valeur des équipements utilisés et de récupérer *intégralement* le capital dépensé pour les acquérir. Dans l'exemple, le capitaliste récupère 50f par unité, 100.000f par an, 500.000f au bout de 5 ans: le prix de l'équipement est donc intégralement récupéré.

11 On néglige dans cet exemple la valeur des matières premières utilisées et donc le capital constant *circulant* dépensé.

12 On suppose dans l'exemple que prix simples = prix de production = prix effectifs.

Récupérant le capital dépensé, le capitaliste industriel est à même de rembourser l'argent emprunté (augmenté d'un intérêt). Ce remboursement confirme à son tour le bien-fondé de l'initiative privée du *banquier*: les billets émis à l'occasion du crédit ont été créés judicieusement du point de vue de la société, puisqu'ils ont permis la création de marchandises nouvelles et qu'ils sont ensuite remboursés au banquier; celui-ci obtient dès lors, sous forme de l'intérêt, une partie du profit créé dans la production.

Cet exemple permet de dégager les deux principes suivants:

- D'une part, le succès des initiatives privées des capitalistes industriels (en matière de création et de transfert de *valeur*) entraîne le succès des initiatives privées des banquiers (en matière de création de *monnaie*): la vente des marchandises permet le remboursement des prêts, les profits des industriels sont partagés avec les banquiers (sous forme de l'intérêt).
- D'autre part, le succès conjoint des industriels et des banquiers entraîne un parallélisme entre la variation de la quantité de *monnaie* et la variation de la quantité de *valeur*. Ceci vaut aussi bien à la hausse qu'à la baisse. L'octroi de crédits donne lieu à l'émission de billets (ou d'avances en comptes), donc à l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation; mais il permet la production des industriels, donc l'augmentation de la quantité totale de valeur en circulation. Une fois les marchandises vendues, la masse totale de valeur en circulation diminue; mais la vente permet le remboursement des crédits (la liquidation des dettes): l'argent avancé retourne en banque, ce qui diminue la quantité de monnaie en circulation¹³.

2.1.2 La réalité des « pertes de valeur »

Supposons maintenant que le capitaliste industriel de l'exemple antérieur ne réussisse pas parfaitement dans ses projets: soit qu'il ne réussisse pas à vendre ses productions, soit que ses équipements deviennent obsolètes. Examinons successivement chacun de ces cas.

a) La non-vente des productions

1. Pertes de valeur et excès de monnaie

L'absence de vente est un risque inhérent à toute société marchande. Elle manifeste (après coup) que l'initiative privée du *capitaliste industriel* n'était pas

¹³ Bien que la monnaie de crédit lancée dans la circulation soit ainsi chaque fois retirée de la circulation (dans l'hypothèse d'une valorisation parfaite), il est cependant possible que la masse totale de monnaie de crédit en circulation croisse avec le temps: comme on l'a déjà dit, il suffit pour cela que de *nouveaux* crédits soient constamment octroyés, avant le remboursement des crédits déjà consentis.

judicieuse du point de vue de la société. Elle a un double impact du point de vue de la valeur et du revenu. D'une part, la force de travail a été employée inutilement: le travail présent dépensé dans les productions non vendues n'a pas créé de valeur, le capital variable dépensé n'est pas récupéré. D'autre part, les moyens de production ont été employés inutilement eux aussi: leur valeur est perdue (elle ne se transfère pas au produit fini, puisque celui-ci, faute de vente, n'a aucune valeur), le capital constant dépensé pour les acquérir n'est pas récupéré. L'industriel fait donc des pertes, qui amputent son profit; à la limite, il fait faillite.

Ne récupérant pas le capital dépensé et tombant éventuellement en faillite, le capitaliste industriel n'est pas à même de rembourser l'argent emprunté. L'absence de remboursement manifeste à son tour que l'initiative privée du *banquier* n'était pas, elle non plus, socialement judicieuse: elle se traduit par une perte pour le banquier (et par une faillite s'il multiplie les crédits malheureux).

Le cas de la non-vente permet donc de tirer les deux conclusions suivantes:

- D'une part, l'échec des initiatives privées des capitalistes industriels (absence de création et de transfert de valeur, pertes de revenus pouvant aller jusqu'à la faillite) entraînent des échecs et des pertes pour les banquiers dans la mesure où ils ne récupèrent pas l'argent prêté.
- D'autre part, ces échecs conjoints entraînent une discordance entre la variation de la quantité de *monnaie* et la variation de la quantité de *valeur*: la masse monétaire en circulation augmente sans augmentation correspondante de la masse de valeur en circulation. En effet, de la monnaie de crédit a été lancée dans le public (les industriels ont acheté des moyens de production et des forces de travail), mais la masse de valeur n'a pas augmenté pour autant (les industriels ont produit des valeurs d'usage socialement inutiles, sans valeur). Dans la mesure où la monnaie de crédit ne peut être remboursée par les industriels, le déséquilibre entre la quantité de monnaie en circulation et la masse de la valeur ne se résorbe pas spontanément: l'excès de signes monétaires n'est pas automatiquement annulé.

2. Réactions du système bancaire

Face à ces pertes conjointes et à cet excès de monnaie en circulation, quelles sont les réactions possibles du système bancaire? Elles diffèrent selon que la monnaie de crédit est convertible ou inconvertible.

- Le cas d'une monnaie de crédit convertible

Considérons successivement la cas d'un système bancaire non unifié et celui d'un système bancaire unifié.

Dans un système bancaire *non unifié*, chaque banque privée émet ses propres billets et doit assurer elle-même leur conversion en métal à la demande des porteurs de billets. Chaque banque est donc obligée de maintenir une proportion raisonnable entre la monnaie métallique détenue et le montant des billets émis. Comme on le sait, cette proportion "raisonnable" tient compte du degré d'acceptation habituel des billets par le public. Mais ce degré d'acceptation dépend lui-même du caractère judicieux des initiatives privées des industriels et des banquiers.

Si ces initiatives aboutissent à créer effectivement des marchandises et de la valeur, la monnaie de crédit additionnelle circule effectivement (elle sert à des échanges accrus de marchandises) et elle n'est normalement pas présentée à la conversion: le rapport (encaisse métallique/billets en circulation) diminue, mais les demandes de conversion n'augmentent pas.

Par contre, si les initiatives ne sont pas judicieuses (la banque a octroyé trop de crédits à mauvais escient), le rapport (encaisse métallique/billets en circulation) diminue, alors même que les demandes de conversion tendent à augmenter (puisque la monnaie additionnelle ne sert pas à des échanges accrus de marchandises). L'insuffisance de l'encaisse métallique tend à provoquer une perte de confiance généralisée des porteurs de billets et une demande massive de conversion en métal. La banque perd tout son métal (sans d'ailleurs pouvoir rembourser *tous* les porteurs de billets) et fait faillite. Les billets qui ont été remboursés sont remplacés, dans la circulation monétaire, par le métal obtenu en échange. Quant aux billets non remboursés, ils disparaissent de la circulation monétaire: ils sont en effet démonétisés (ils cessent de compter comme monnaie), puisque la banque ne peut plus honorer la promesse de conversion. La monnaie totale en circulation se réduit donc par la disparition des banques privées qui ont créé trop de monnaie de crédit à mauvais escient et par la *démonétisation* consécutive de leur monnaie de crédit.

Dans le cas d'un système bancaire *unifié*, la contrainte de convertibilité est moins immédiate et moins forte que précédemment: la convertibilité n'est plus assurée par chaque banque privée, mais par la banque centrale qui a le monopole de l'émission des billets de banque; d'autre part, le cours légal dont bénéficient ces billets accroît leur degré d'acceptation par le public. Il n'empêche que la banque centrale doit assurer globalement la convertibilité de ses billets et qu'elle doit maintenir une proportion raisonnable entre la monnaie métallique détenue et le montant des billets en circulation. S'il apparaît que les banques privées ont accordé trop de crédits à mauvais escient, provoquant une diminution dangereuse du rapport (encaisse métallique/billets de la banque centrale en circulation), la banque centrale réagira en restreignant son crédit aux banques privées, qui devront elles-mêmes

restreindre le crédit octroyé aux industriels. Cette restriction du crédit équivaut à une *réduction de la création monétaire*, et donc à une diminution de la quantité totale de monnaie en circulation¹⁴.

Par conséquent, en régime de convertibilité, le déséquilibre initial entre la croissance de la quantité de monnaie et la croissance de la valeur totale se résorbe nécessairement par une réduction de la monnaie en circulation (via la démonétisation des billets de banque privés ou la diminution du volume des billets de la banque centrale)¹⁵.

- Le cas d'une monnaie de crédit inconvertible

Dans le cas d'une monnaie de crédit inconvertible, la réaction du système bancaire peut être différente. N'ayant plus à maintenir une couverture métallique quelconque, la banque centrale n'est plus obligée de restreindre le crédit et de résorber par là l'excédent de signes monétaires. L'ensemble des banques peut même continuer à prêter pour permettre aux entreprises industrielles confrontées à la mévente de combler leurs pertes et de se maintenir en activité¹⁶.

Par conséquent, en régime d'inconvertibilité, le déséquilibre entre l'augmentation de la quantité de monnaie et l'augmentation de la valeur totale ne se résorbe pas nécessairement et peut même aller en s'accroissant. On en verra plus loin les conséquences en ce qui concerne l'évolution des prix.

b) L'obsolescence des équipements

1. Pertes de valeur et excès de monnaie

L'obsolescence a déjà été définie comme le vieillissement technologique des machines, par opposition à leur usure physique. Elle désigne le fait que des équipements installés et encore en état de fonctionner sont concurrencés par de

14 L'unification du système bancaire n'exclut nullement les faillites bancaires. Les banques qui ont octroyé trop de crédit à mauvais escient font des pertes (puisque elles ne sont pas remboursées), et ces pertes ne peuvent être couvertes par le recours au crédit de la banque centrale (puisque celle-ci est obligée de restreindre le crédit en vue de sauvegarder la convertibilité). La différence avec le cas d'un système bancaire non unifié, c'est que les banques privées ne se trouvent plus confrontées au risque additionnel de demandes de conversion généralisées dues à une perte de confiance du public dans leur propre monnaie.

15 Pour être plus précis, le déséquilibre initial se résorbe par une réduction plus forte de la monnaie en circulation par rapport à la quantité de valeur (qui elle-même se réduit cumulativement dans le processus de récession impliqué par les méventes).

16 On saisit l'importance du comportement bancaire sur l'évolution conjoncturelle. En régime de convertibilité, la crise de surproduction et les méventes qui l'accompagnent contraignent le système bancaire à restreindre le crédit: ceci accentue les difficultés des entreprises industrielles et le processus cumulatif de faillites, chômage, récession. En régime d'inconvertibilité, le système bancaire peut au contraire poursuivre ses activités de crédit: cela contribue à atténuer le processus cumulatif en question.

nouveaux équipements technologiquement plus avancés, dont la production et/ou l'utilisation s'avèrent moins coûteuses. L'obsolescence est inhérente à la société capitaliste fondée sur la concurrence et le progrès technique, et elle se traduit également par des pertes de valeur et de revenu (même si aucun problème de mévente ne se pose). Illustrons ce qui précède en repartant de l'exemple initial.

On a supposé qu'un capitaliste emprunte pour acheter une machine dont la valeur = 500.000h et le prix = 500.000f. Cette machine a une durée de vie normale égale à 5 ans, et elle doit permettre une production annuelle de 2.000 unités d'une marchandise A: la valeur ancienne normalement transmise est de 50 heures par unité de A. La valeur unitaire (passée + présente) est censée égale à 50h + 10h = 60h, le prix de marché à 50f + 10f = 60f. Notre capitaliste récupère 50f de capital constant par unité, 100.000f par an, 500.000f au bout de 5 ans: le capital constant récupéré lui permet donc de rembourser son prêt (l'intérêt du prêt est pris sur le profit réalisé).

Supposons maintenant qu'au bout de 3 ans, les producteurs concurrents adoptent une technique de production nouvelle qui fait appel à une machine d'égale longévité (5 ans), mais valant la moitié (250.000h) ou permettant une production double (4.000 unités par an): dans les deux cas, la valeur transmise n'est plus que de 25h par unité. Si l'on suppose que la valeur nouvelle par unité reste égale à 10h, la valeur sociale unitaire tombe à 25 h + 10 h = 35h et le prix unitaire s'imposant sur le marché devient 25f + 10f = 35f. Notre capitaliste peut théoriquement choisir entre deux solutions: ou bien adopter immédiatement la nouvelle technique introduite par les concurrents (pour aligner sa valeur individuelle unitaire sur la nouvelle valeur sociale unitaire), ou bien utiliser son équipement obsolète jusqu'à usure physique (tout en se pliant au nouveau prix du marché). Quel que soit son choix, il se trouve confronté à des pertes de valeur et de revenu. S'il adopte la nouvelle technique, la valeur de l'équipement ancien n'aura été transmise aux marchandises finales qu'à raison de 3/5 (300.000h au lieu de 500.000h), le capital constant n'aura été récupéré qu'à raison de 3/5 également (300.000f au lieu de 500.000f): pour rembourser son prêt, notre capitaliste devra amputer son profit. S'il continue encore deux ans avec l'équipement ancien, il devra se conformer aux nouvelles normes de valeur et de prix: il ne pourra transmettre par unité que 25h de valeur ancienne ou 25f d'amortissement du capital constant (au lieu de 50h et 50f précédemment), ce qui provoque en deux ans une perte de valeur (non transmise) de 100.000h (4.000 unités x 25h par unité) et une perte de revenu (capital constant non récupéré) de 100.000f (à récupérer, ici aussi, par amputation du profit).

Dans la mesure où l'achat des équipements est financé par le recours au crédit, l'obsolescence des équipements et les pertes de valeur qui en résultent provoquent une situation analogue à celle décrite dans le cas de la non-vente: *la quantité de monnaie de crédit en circulation croît davantage que la masse de valeur totale.*

2. Réactions du système bancaire

Comme dans le cas de la mévente, la réaction du système bancaire face à ce déséquilibre varie selon que la monnaie de crédit émise est convertible ou non. En régime de *convertibilité*, le système bancaire devra *réduire la quantité de monnaie en circulation*: les banques refuseront d'accorder de nouveaux crédits et de "consolider" la dette des entreprises confrontées aux pertes d'obsolescence. En régime d'*inconvertibilité*, le système bancaire n'est pas obligé de réduire l'excès de monnaie en circulation: les banques *peuvent "consolider" la dette des entreprises*, accroissant ainsi le déséquilibre initial¹⁷.

2.2 Monnaie de crédit et financement des dépenses publiques

Les chapitres antérieurs ont montré que l'Etat intervient à divers titres dans l'activité économique: comme producteur de marchandises (par le biais des entreprises publiques ou semi-publiques), comme acheteur de marchandises (par le biais des commandes publiques), comme initiateur de productions non marchandes (administration, enseignement, sécurité sociale, etc.), comme fournisseur de subsides (aux entreprises publiques ou privées). Qu'en est-il de ces diverses activités publiques en ce qui concerne les rapports entre création de valeur et création de monnaie?

Les entreprises publiques peuvent être assimilées à l'ensemble des entreprises privées de production marchandée. Comme ces dernières, elles produisent de la valeur et du revenu (leurs activités sont "productives"), et elles peuvent recourir au crédit pour financer ces activités productives; et dans la mesure où elles recourent au crédit mais sont soumises à mévente ou obsolescence, un déséquilibre surgit entre création de monnaie et création de valeur.

Les commandes publiques, productions non marchandes et subsides posent un tout autre problème, car l'Etat n'intervient plus comme producteur de valeur et de revenu: les commandes publiques constituent des *consommations de valeur*, les productions non marchandes mettent en œuvre du travail qui par définition n'est *pas destiné à créer de la valeur* (puisqu'il ne produit pas de marchandises), les subsides *comblent des pertes de valeur et de revenu* dans le chef d'entreprises publiques ou privées. Se pose dès lors le problème du financement de ces activités "improductives", qui ne produisent ni valeur ni revenu: où l'Etat va-t-il puiser l'argent nécessaire à ses achats de marchandises, au paiement de ses fonctionnaires, à l'octroi de subsides?

¹⁷ Reste à savoir les limites de ce déséquilibre: jusqu'à quel point la sphère de production marchande peut-elle ainsi s'endetter auprès du système bancaire? jusqu'à quel point le système bancaire acceptera-t-il de consolider les dettes des entreprises?

Le financement de ces dépenses improductives peut se faire selon deux grandes voies: le recours à l'impôt (ou à d'autres prélèvements obligatoires, comme les cotisations de sécurité sociale) et le recours au crédit.

Le recours à l'impôt ne modifie pas la quantité totale de monnaie en circulation: une partie du revenu créé dans les activités marchandes est simplement transférée vers l'Etat. L'Etat finance donc ses dépenses sans altérer l'équilibre global entre la quantité de monnaie et la quantité de valeur.

Si les impôts ne suffisent pas pour financer les dépenses de l'Etat, le déficit budgétaire doit être comblé par le recours au crédit. La situation est ici toute différente. Dans la mesure où l'octroi de crédit équivaut à une création de monnaie¹⁸, *le financement des dépenses improductives de l'Etat par le biais du crédit* aboutit à créer un déséquilibre entre la quantité totale de monnaie en circulation et la quantité totale de valeur en circulation, aboutit à créer un "excès de monnaie".

La réaction face à ce déséquilibre dépend encore une fois du régime monétaire en vigueur. En régime de *convertibilité*, l'alternative est la suivante. Ou bien l'on s'accroche au principe de la convertibilité, et l'Etat est contraint de restreindre son recours au crédit (soit qu'il diminue ses dépenses improductives, soit qu'il augmente les prélèvements fiscaux). Ou bien l'Etat maintient son rythme de dépenses improductives financées par le crédit, et la convertibilité est temporairement suspendue: ceci a été typique des périodes de guerre¹⁹. En régime d'*inconvertibilité*, comme on l'a déjà vu, rien n'oblige le système bancaire à résorber un excès de monnaie en circulation: le système bancaire peut multiplier les crédits à l'Etat ("consolider" la dette publique), accroissant ainsi le déséquilibre global entre quantité de monnaie et quantité de valeur²⁰.

3 L'EVOLUTION DU NIVEAU GENERAL DES PRIX

L'évolution du niveau général des prix (c'est-à-dire du prix unitaire "moyen" des marchandises) présente quelques contrastes marqués selon les deux grandes périodes distinguées.

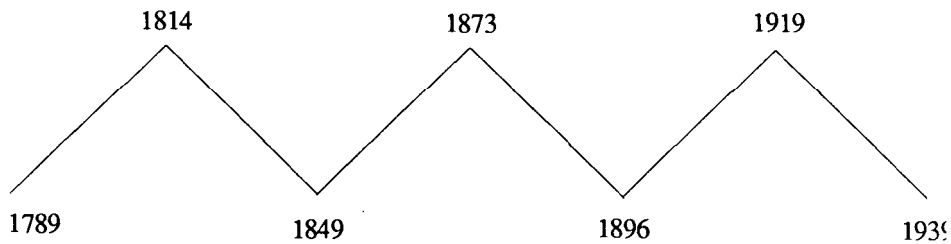
18 Par opposition à la simple intermédiation financière: voir note 4 p. 235.

19 En régime de convertibilité, l'alternative est en réalité moins simple qu'il n'apparaît. L'Etat peut en effet maintenir *et* le rythme de ses dépenses improductives *et* la convertibilité de la monnaie de crédit, à condition de procéder à une dévaluation de la monnaie (c'est-à-dire en réduisant de droit le contenu métallique de l'unité monétaire, du franc par exemple): une telle dévaluation réduit automatiquement la quantité de métal nécessaire pour répondre aux demandes de conversion.

20 Comme pour le crédit privé se pose la question des *limites* du déséquilibre: jusqu'à quel point l'Etat peut-il s'endetter auprès du système bancaire?

1. *Avant* la deuxième guerre mondiale, l'évolution peut être caractérisée de la manière suivante:

D'une part, on observe une alternance de *tendances longues* à la hausse et à la baisse des prix, schématiquement représentées ci-dessous.²¹



D'autre part, sur chacune de ces tendances longues viennent se greffer des *fluctuations conjoncturelles* des prix, parallèles aux fluctuations conjoncturelles de la production: les phases d'essor de la production sont aussi des phases de hausse des prix (concomitance entre expansion et « inflation »), les phases de recul de la production sont aussi des phases de baisse des prix (concomitance entre dépression et « déflation »).

2. L'évolution est très différente *après* la deuxième guerre mondiale.

Pendant la période de croissance rapide qui prévaut jusque vers 1970, on observe une hausse des prix lente mais *continue* (inflation « rampante »): le régime d'accumulation contemporaine voit disparaître à la fois les récessions conjoncturelles et les baisses de prix qui leur étaient associées.

La période de croissance ralentie présente un caractère entièrement inédit pendant les années 1970: les reculs ou ralentissements de la production s'accompagnent d'une *accélération* de la hausse des prix (inflation « ouverte », voire « galopante »). Quant aux années 1980, elles se caractérisent par la combinaison d'une croissance toujours lente et d'un retour à une inflation modérée.

Tels sont les phénomènes qu'il s'agit de tenter d'expliquer dans cette 3ème section, en s'appuyant sur les développements antérieurs concernant l'évolution des types de monnaie (section 1) et les décalages possibles entre croissance de la monnaie et croissance de la valeur (section 2).

²¹ Voir Pierre GROU, *Monnaie, crise économique: Eléments d'interprétation*, Presses Universitaires de Grenoble et Paris, Maspero, 1977, p. 28.

3.1 Les influences pouvant affecter l'évolution des prix

On sait depuis le chap. 1 que le prix unitaire des marchandises est égal à leur valeur unitaire multipliée par la grandeur de l'expression monétaire des valeurs²²:

$$\text{prix unitaire} = \text{valeur unitaire} \times E$$

Il en résulte que l'évolution du niveau général des prix dépend des influences jouant sur les valeurs unitaires des marchandises d'une part, sur E d'autre part.

3.1.1 Les influences jouant sur les valeurs unitaires des marchandises

On sait que les valeurs unitaires des marchandises dépendent de la productivité du travail. Celle-ci est influencée par des facteurs tels que les conditions naturelles, l'organisation du travail, la qualification et l'intensité du travail, mais surtout par l'état de la technologie et le degré de mécanisation.

Le progrès technique et la mécanisation accrue augmentent sans cesse la productivité et réduisent la valeur unitaire des marchandises dans les différentes branches de production. En soi, cela tend à faire *baisser* constamment le niveau général des prix.

Si l'on observe des périodes de hausse (ou même de *stabilité*) du niveau général des prix, on a nécessairement affaire à un accroissement de E plus que proportionnel (ou du moins proportionnel) à la baisse des valeurs unitaires. Quelles sont donc les influences jouant sur E et pouvant contrecarrer l'influence du progrès technique et de la mécanisation?

3.1.2 Les influences jouant sur l'expression monétaire des valeurs

Rappelons d'abord que la grandeur de E s'obtient statistiquement en divisant la somme des prix ou des revenus par la somme des valeurs²³.

²² Comme on s'intéresse à l'évolution du prix unitaire *moyen* des marchandises, on peut ici négliger les différences entre prix simples, prix de production et prix effectifs.

²³ Deux méthodes de calcul sont théoriquement concevables: ou bien rapporter la somme des prix ou revenus *bruts* à la somme des valeurs *présentes et passées*, ou bien rapporter la somme des prix ou revenus *nets* à la somme des valeurs *présentes*. Sur le plan pratique, la première méthode de calcul rencontre des problèmes insurmontables (calcul des valeurs passées) et est délaissée en faveur de la deuxième méthode (cfr. chap. 10). Sur le plan théorique, cependant, il s'impose de raisonner en termes de prix et revenus *bruts* et de valeurs *présentes et passées*: c'est notamment la seule façon de comparer la somme des prix et la quantité de monnaie nécessaire (car c'est la somme des prix bruts qui détermine la quantité de monnaie nécessaire aux échanges marchands).

$$E = \frac{\sum \text{prix}}{\sum \text{valeurs}} = \frac{\sum \text{revenus}}{\sum \text{valeurs}} = \dots f/h$$

Mais un *procédé de calcul* de E n'indique pas les *influences* qui agissent sur E. Voyons quelles sont ces influences, d'abord dans le cas d'une monnaie de crédit *convertible*, ensuite dans le cas d'une monnaie de crédit *inconvertible*.

a) Le cas d'une monnaie de crédit convertible

Dans ce cas, le niveau de E peut être affecté par deux sortes de facteurs: un excès de création monétaire (c'est-à-dire un déséquilibre entre la croissance de la quantité de monnaie et celle de la quantité de valeur); un changement dans la définition de la monnaie ou dans la valeur du métal.

1. Un excès de création monétaire

On a vu à la fin du chap. 7 que la quantité de monnaie nécessaire à la circulation des marchandises dépend de la somme des prix: moyennant les hypothèses restrictives qui ont été faites (vitesse de circulation de la monnaie = 1, absence de compensations, de transactions non marchandes, de paiements différés)²⁴, la quantité de monnaie *nécessaire* est égale au prix total des marchandises. Et si la quantité de monnaie *effectivement* en circulation correspond à la quantité nécessaire, on peut écrire:

somme des prix = quantité de monnaie en circulation

Il est dès lors possible d'exprimer sous une nouvelle forme la grandeur de E:

$$E = \frac{\sum \text{prix}}{\sum \text{valeurs}} = \frac{\text{monnaie en circulation}}{\sum \text{valeurs}} = \dots f/h$$

L'égalité qui précède permet d'avancer les propositions suivantes: si la monnaie en circulation augmente parallèlement à la croissance de la somme des valeurs, E reste constant; par contre, si la masse monétaire croît davantage que la somme des valeurs, E augmente (de même que le rapport $\sum \text{prix} / \sum \text{valeurs}$).

²⁴ Voir plus haut, chap. 7, p.207, note (23.)

2. Des changements dans la définition de la monnaie ou dans la valeur du métal

L'égalité qui précède est valable quel que soit le régime monétaire en vigueur. Mais dans un système basé sur la monnaie métallique, comme avant la deuxième guerre mondiale, la grandeur de E peut être également exprimée en fonction de deux autres facteurs: la définition légale de la monnaie (exprimée en f par unité-poids de métal) et la valeur unitaire du métal (le temps de travail socialement nécessaire pour produire une unité-poids de métal):

$$E = \frac{\text{définition de la monnaie}}{\text{valeur unitaire du métal}} = \frac{f/g \text{ d'or}}{h/g \text{ d'or}} = \dots f/h$$

Par conséquent, dans un système basé sur la monnaie métallique et la monnaie de crédit convertible, E peut augmenter pour deux raisons: une dévaluation de la monnaie (on définit le franc par une moindre quantité d'or, ce qui revient à exprimer un même poids d'or par un nombre accru de francs), et/ou une baisse de la valeur unitaire du métal (correspondant à la découverte de gisements plus faciles à exploiter et/ou à l'introduction de progrès techniques dans l'exploitation).

Dans le cadre des hypothèses rappelées plus haut, et pour autant qu'il n'y ait pas d'excès dans la création monétaire, les deux expressions théoriques de E doivent coïncider.

b) Le cas d'une monnaie de crédit inconvertible

Quand la monnaie de crédit cesse d'être convertible en monnaie métallique, comme c'est le cas depuis la 2ème guerre mondiale, le niveau de E ne dépend plus de la définition de la monnaie ou de la valeur du métal. Son évolution ne peut être analysée qu'à partir de la première égalité donnée ci-dessus:

$$E = \frac{\sum \text{prix}}{\sum \text{valeurs}} = \frac{\text{monnaie en circulation}}{\sum \text{valeurs}} = \dots f/h$$

Comme on l'a dit plus haut, E augmente s'il y a excès de création monétaire, c'est-à-dire si la quantité de monnaie en circulation croît davantage que la somme des valeurs.

3.2 Une explication des évolutions des prix constatées

3.2.1 Avant la deuxième guerre mondiale

a) Les tendances longues à la hausse et à la baisse des prix

Ces tendances de longue durée peuvent être expliquées par l'évolution comparée de la productivité dans la production des marchandises d'une part, dans celle des métaux précieux d'autre part.

Pendant toute cette période où le système monétaire est basé sur la monnaie métallique (soit que circulent des pièces métalliques, soit que la monnaie de crédit soit convertible en métal), on peut en effet exprimer les prix unitaires des marchandises de la manière suivante (en considérant la deuxième expression théorique de E):

$$\text{prix unitaires} = \text{valeurs unitaires des marchandises} \times \frac{\text{définition de la monnaie}}{\text{valeur unitaire du métal}}$$

ou encore:

$$\text{prix unitaires} = \frac{\text{valeurs unitaires des marchandises}}{\text{valeur unitaire du métal}} \times \text{définition de la monnaie}$$

Pour une définition donnée de la monnaie, l'évolution du niveau général des prix dépend par conséquent de l'évolution respective de la valeur unitaire des marchandises et du métal, et donc de l'évolution comparée de la productivité dans la production des marchandises et dans celle du métal.

C'est ainsi que les hausses des prix de 1849 à 1873 et de 1896 à 1920 s'expliqueraient par la baisse plus rapide de la valeur de l'or (comparée à celle de l'ensemble des marchandises), suite à la découverte et à la mise en exploitation de mines d'or plus productives (Californie et Australie vers 1850, Alaska et Afrique du Sud vers 1890). Les baisses des prix de 1814 à 1849 et de 1873 à 1896 s'expliqueraient par la baisse de la productivité dans les principales mines en exploitation: la valeur du métal stagne ou tend à augmenter, alors que les progrès généraux de la productivité font baisser la valeur de l'ensemble des marchandises.

Il est à noter que les *hausses* de prix constatées (en longue période) ne peuvent s'expliquer par le phénomène des dévaluations ou par un éventuel excès dans la création monétaire. Une *dévaluation* peut sans doute expliquer un brusque relèvement des prix à un moment donné, mais non une tendance à la hausse de longue durée. Quant aux *excès dans la création de monnaie de crédit* (suite aux pertes de valeur ou au financement de déficits budgétaires), le système bancaire doit

les résorber rapidement en vue de maintenir la convertibilité de la monnaie²⁵; leur influence ne peut donc s'exercer qu'en courte période, comme on va le voir en examinant les fluctuations conjoncturelles des prix.

b) Les fluctuations conjoncturelles des prix

Les fluctuations conjoncturelles des prix s'expliquent essentiellement par les variations des rapports entre l'offre et la demande des marchandises, sur quoi viennent se greffer les effets d'une émission excessive de monnaie de crédit à la fin de l'expansion.

La reprise se caractérise par une relance de la demande face à des capacités de production considérablement diminuées pendant la récession (suite aux faillites): cette situation favorise une remontée des prix. Celle-ci continue pendant l'expansion, tant que la demande poursuit un mouvement cumulatif. La fin de l'expansion et la crise voient la hausse des prix s'accélérer en raison de l'émission excessive de monnaie de crédit: le crédit atteint le développement maximum compatible avec les exigences de convertibilité, alors que la masse de valeur tend à stagner (l'épuisement des capacités de consommation se traduit par des méventes).

La crise de surproduction (excès d'offre) provoque une baisse cumulative des prix et une réduction également cumulative des quantités produites (suite aux faillites et aux restrictions de production). La somme des prix diminue donc, et la quantité de monnaie en circulation s'adapte également dans le sens de la baisse: à la fin du cycle conjoncturel, l'excès de monnaie en circulation est entièrement résorbé.

3.2.2 Après la deuxième guerre mondiale

Depuis que la monnaie de crédit est inconvertible en métal, la grandeur de E cesse d'être influencée par la valeur du métal et par la définition légale de la monnaie²⁶: l'évolution de E dépend uniquement du rapport entre la croissance de la monnaie en circulation et la croissance de la somme des valeurs. Les prix unitaires des marchandises doivent donc être exprimés de la manière suivante:

25 Dans les périodes où la convertibilité a été *suspendue* (périodes de guerre par exemple), le déséquilibre entre création de monnaie et création de valeur n'a pas dû être résorbé par une restriction dans la quantité de monnaie: le maintien du déséquilibre a alors contribué à la hausse des prix (d'une manière analogue à la situation qui prévaudra après la deuxième guerre mondiale, avec l'instauration durable du cours forcé).

26 Il se peut que la loi continue à définir la monnaie par référence à une certaine quantité d'or (1 franc = x grammes d'or); mais dans la mesure où la monnaie de crédit n'est plus convertible, cette définition n'a plus du tout la même portée qu'auparavant.

$$\text{prix unitaires} = \text{valeurs unitaires} \times \frac{\text{monnaie en circulation}}{\sum \text{valeurs}}$$

Comment expliquer, à partir de là, la hausse modérée du niveau général des prix pendant la période de croissance rapide (1945-70) et sa hausse accélérée puis à nouveau modérée pendant la période de crise structurelle (depuis 1970)? Le problème consiste à voir, d'une part, l'effet des progrès rapides ou lents de la productivité sur l'évolution des valeurs unitaires, d'autre part, l'effet des influences diverses jouant sur E. En ce qui concerne E, on rappellera les deux sources possibles de déséquilibre entre la croissance de la monnaie en circulation et la croissance de la somme des valeurs: d'abord, le financement éventuel, par le crédit, des « pertes de valeur » inhérentes au fonctionnement du système capitaliste (consolidation des pertes dues à l'obsolescence et/ou à la non-vente), ensuite le financement par le crédit de déficits budgétaires éventuels.

a) 1945-1970: croissance rapide et inflation modérée

Les progrès rapides de productivité ont pour effet de diminuer rapidement les valeurs unitaires des marchandises: ceci, en soi, tend à faire *baisser* le niveau général des prix.

Qu'en est-il des facteurs influençant E dans le sens de la *hausse*? Les pertes de valeur dues aux *méventes* peuvent être négligées: le propre de cette période est précisément le parallélisme entre l'augmentation rapide des capacités de production et celle des débouchés. De même, le financement par le crédit de *déficits budgétaires* éventuels peut être négligé lui aussi: les fortes augmentations de productivité permettent de financer les dépenses publiques par l'impôt sans compromettre la croissance des possibilités de consommation salariale et d'accumulation capitaliste. Par contre, la croissance rapide de la productivité entraîne une *obsolescence* également rapide des équipements, d'où résultent nécessairement des pertes de valeur et de revenu. Le régime d'inconvertibilité permet cependant aux banques de consolider les dettes des entreprises confrontées aux pertes d'obsolescence: il en résulte un déséquilibre de plus en plus fort entre la croissance de la monnaie en circulation et celle de la somme des valeurs, et donc une hausse continue de E.

Au total, la hausse modérée du niveau général des prix résulte du jeu contradictoire de deux influences: d'une part, la baisse des valeurs unitaires, d'autre part, le financement par le crédit des pertes d'obsolescence²⁷.

²⁷ Une analyse plus approfondie devrait expliquer pourquoi ces deux influences contradictoires débouchent précisément sur une *hausse modérée* du niveau général des prix: en effet, la baisse des valeurs unitaires et la hausse de E pourraient en principe être telles que le niveau général des prix tende plutôt à *baisser*.

b) Les années 1970: croissance lente et inflation rapide

L'accélération de la hausse du niveau général des prix peut s'expliquer par le jeu combiné de plusieurs influences.

Tout d'abord, le ralentissement des progrès de productivité tend à ralentir la baisse des valeurs unitaires: l'influence jouant dans le sens de la baisse des prix devient donc moins forte que précédemment.

Simultanément, les influences jouant dans le sens de la hausse de E deviennent globalement plus fortes que précédemment. Le ralentissement des progrès de productivité pousse les capitalistes à rechercher de nouvelles formes de progrès technique (la robotisation et l'informatisation par exemple): dans la mesure où ces progrès techniques nouveaux sont effectivement introduits, le phénomène de l'*obsolescence* et les pertes de valeur et de revenu qui lui sont associées demeurent importantes. Par ailleurs, le ralentissement des progrès de consommation multiplie les pertes de valeur et de revenu dues aux *méventes* et stimule les entreprises à minimiser ces pertes par le recours au crédit. De même, les ralentissements conjoints de la productivité et de la consommation contraignent pratiquement les *pouvoirs publics* à recourir au crédit et à la création monétaire pour financer une partie de leurs dépenses: recourir exclusivement à l'impôt diminuerait encore un peu plus les possibilités de consommation salariale et d'accumulation capitaliste, aggravant ainsi la crise structurelle du système capitaliste.

c) Les années 1980: croissance lente et retour à une inflation modérée

Le système bancaire, qui jusqu'ici avait assez systématiquement consolidé les dettes des entreprises, restreint maintenant sa politique de crédit, et précipite par là les faillites d'entreprises marginales.

La multiplication des faillites, ainsi que l'introduction de nouvelles formes de progrès techniques dans les entreprises de pointe, signifient un accroissement de productivité: il en découle une diminution plus rapide des valeurs unitaires.

En même temps, les restrictions mises à la consolidation des dettes signifient une réduction du déséquilibre entre la croissance de la monnaie en circulation et la croissance de la somme des valeurs: il en résulte une augmentation relativement plus lente de E.

On conclura le chapitre par deux remarques concernant la brève analyse présentée ci-dessus.

Tout d'abord, les mouvements de prix ne sont pas expliqués par des "chocs extérieurs", notamment les brusques mouvements du prix du pétrole. La hausse du prix du pétrole a sans doute renforcé l'inflation dans les années 1970, mais celle-ci s'était déjà accélérée par le jeu des facteurs ici mis en évidence. De même, la baisse du prix du pétrole en 1986 a renforcé la "désinflation", mais celle-ci était déjà amorcée bien avant.

D'autre part, l'importance accordée aux déséquilibres entre la quantité de monnaie en circulation et la somme des valeurs n'est pas sans présenter une certaine analogie avec les théories "monétaristes" de l'inflation. Il est vrai que l'approche marxiste ici esquissée, de même que les approches monétaristes, expliquent les hausses du niveau général des prix en termes d'excès de création monétaire. Mais les monétaristes ignorent les pertes dues à la mévente et à l'obsolescence: pour eux, la seule source d'excès de monnaie est l'Etat (émission "inconsidérée" de monnaie pour financer les déficits budgétaires), tandis que l'initiative privée ne porte aucune responsabilité. Dans l'approche marxiste, au contraire, les pertes de valeur dues à la mévente et à l'obsolescence sont inhérentes au fonctionnement même du capitalisme, tandis que le financement par le crédit de déficits budgétaires ne joue qu'un rôle contingent.